

Rapport financier semestriel
Exercice 2010/2011
Situation semestrielle arrêtée
au 30 septembre 2010



65 rue de Bercy
75012 PARIS
☎ : 01.42.84.82.22
Siret : 315 000 943 00482
APE : 6202A

<http://www.groupe-sii.com>

SOMMAIRE

Rapport d'activité du premier semestre	3
Comptes consolidés semestriels	7
Attestation des Commissaires aux comptes.....	32
Attestation du Responsable du document	34

RAPPORT D'ACTIVITÉ
PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2010/2011
(1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010)

Commentaires sur l'activité et Faits marquants

Nous avons constaté au cours de ce premier semestre une amélioration de la conjoncture globale de notre marché. Ce constat est confirmé par les prévisions de croissance du secteur réalisées par le Syntec Numérique. Après une année 2009 particulièrement difficile (-4% pour l'ensemble du secteur Logiciel & Services et -13% pour le seul segment de la R&D externalisée), les prévisions macroéconomiques prévoient une reprise de 1% pour l'ensemble de la profession et de 2% pour la part R&D externalisée (*conférence de presse Syntec Numérique du 09 novembre 2010*).

Dans ce contexte d'amélioration modérée, SII a réalisé un chiffre d'affaires de 102,15 M€ au cours de ce premier semestre en progression de 13,6% (dont 11,4% en croissance organique) soit très largement supérieur à son marché de référence.

Cette hausse substantielle de l'activité, alimentée par le retour d'une dynamique forte en France et par la poursuite du développement à l'International, s'est accompagnée d'une nette amélioration de la rentabilité. L'international contribue désormais à hauteur de 17% du chiffre d'affaires consolidé, avec un impact relatif sur la marge.

SII a mis en place pendant la crise un pilotage fin de ses ressources, qui, tout en maîtrisant la masse salariale et les coûts de structure, a préservé les effectifs afin de maintenir intact son profil de croissance et a démontré son engagement en tant qu'acteur stable et responsable. Le groupe a ainsi pu faire preuve de réactivité au moment du redémarrage des projets et gagner des parts de marché sur le semestre.

Les indicateurs sont tous favorablement orientés au 1er semestre : les effectifs moyens ont crû de 7,8%, le taux d'inter-contrat s'est amélioré de 3,87% et l'effet-jours est favorable (+2 jours).

L'augmentation du volume d'affaires, conjointement à la stabilisation du mix prix/salaire, à la diminution du taux d'inter-contrat moyen revenu à un taux de 4,8% proche de son niveau normatif, et à la poursuite de l'optimisation des coûts de structure, ont généré une forte croissance du résultat opérationnel. Ce dernier a plus que doublé par rapport à celui du S1 2009/2010 pour atteindre 5,51 M€, soit une marge opérationnelle de 5,4%. Avec un résultat financier légèrement positif, l'amélioration de la rentabilité s'est également traduite par un résultat net part du groupe de 3,32 M€, en progression de 144%.

Au 30 septembre 2010, la structure financière de SII est particulièrement saine avec une trésorerie nette de 13,3 M€ et des capitaux propres de 56,7 M€.

La capacité de SII à résister en période de crise et à accélérer sa croissance en période de reprise du marché témoigne de la solidité de son business model. Celui-ci repose sur son aptitude à délivrer un accompagnement « sur-mesure » de ses clients grands-comptes dans leurs besoins de compétitivité et de changement.

Cet accompagnement s'illustre aux plans industriel (Méthodologie, Technologies) et géographique (multi-domestique France, International). Les performances enregistrées ce semestre valident les choix opérés par SII : évolution du mix d'activité vers des prestations en mode projet autour d'une offre « Extended Enterprise Improvement Process » (EEIP), internationalisation et politique sociale qui fidélise les employés sans affecter le profil financier du groupe.

Performance économique

- Publication semestrielle

<i>En M€, 1^{er} semestre clos au 30/09</i>	2009/2010 S1	2010/2011 S1	Variation
Chiffre d'affaires	89,89	102,15	+ 13,6%
Résultat opérationnel	2,62	5,51	+ 110%
Marge opérationnelle ⁽¹⁾	2,9%	5,4%	
Résultat net part du groupe	1,36	3,32	+ 144%
Effectif moyen	2 813	3 035	+ 7,9%
Effectif fin de période	2 819	3 151	+ 11,8%

(1) : La cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), issue de la réforme de la taxe professionnelle a été comptabilisée dans le résultat opérationnel. Hors CVAE, la marge opérationnelle du groupe SII s'élèverait à 6,4%

- Résumé de l'activité internationale

<i>En M€, 1^{er} semestre clos au 30/09</i>	2009/2010 S1	2010/2011 S1	Variation
Chiffre d'affaires international	12,95	17,58	+ 35,8%
Résultat opérationnel	0,75	1,44	+ 92%
Effectif moyen	513	679	+ 32,4%

- Objectifs annuels

Fort de ces éléments tous favorablement orientés (reprise du marché du Conseil en Technologies, accélération de l'activité de SII au cours des derniers mois, et positionnement favorable du groupe), SII révisé à la hausse ses objectifs pour l'exercice en cours.

- Chiffre d'affaires annuels supérieur à 213 M€
- Croissance organique supérieure à 10%
- Amélioration de la marge opérationnelle

Résultats semestriels

Les comptes semestriels clos au 30 septembre 2010 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Ils ont fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes qui ont donné une opinion favorable en date du xx décembre 2010.

Les règles et méthodes comptables restent identiques à celles utilisées pour établir les résultats semestriels de l'exercice précédent.

Le Groupe SII établit des comptes consolidés intégrant l'ensemble de ses filiales. La comparaison a été établie sur la base de comptes aux normes IFRS.

- Résultats sociaux

Poste comptable (en K€)	30/09/2010	30/09/2009
Chiffre d'affaires	84 673	76 997
Produits d'exploitation	85 557	77 740
Charges d'exploitation	- 80 534	- 75 740
Résultat d'exploitation	5 023	2 000
Résultat financier	386	1 281
Résultat exceptionnel	- 52	- 38
Participation des salariés	- 738	- 155
Impôts sur les bénéfices	- 1 992	- 955
Résultat net	2 627	2 133
Capitaux propres	61 525	57 430
Total du Bilan	109 606	103 952

- Résultats consolidés

Poste comptable (en K€)	30/09/2010	30/09/2009
Chiffre d'affaires	102 150	89 887
Résultat opérationnel	5 511	2 617
Coût de l'endettement financier net	- 309	- 195
Autres charges et produits financiers	324	71
Charge d'impôt	- 2 015	- 983
Résultat net	3 511	1 510
Résultat net part du groupe	3 320	1 365
Capitaux propres	56 709	53 139
Total du Bilan	114 149	107 700

- Information relative aux actions auto-détenues

Actions auto-détenues	30/09/2010	30/09/2009
nombre de titres	1 795 114	1 215 037
prix d'acquisition (en K€)	8 302	6 039
prix moyen d'acquisition (€)	4,62	4,97
cours moyen septembre (€)	4,30	4,85
valeur nette (en K€)	7 719	5 556

Risques

Les risques auxquels le groupe est exposé n'ont pas connu d'évolution significative au cours du premier semestre de l'exercice 2010/2011 par rapport à la présentation faite dans le document de référence de l'exercice clos le 31 mars 2010 (pages 69 et 70).

Perspectives d'avenir

Le marché du conseil en technologie devrait poursuivre son amélioration sur le second semestre 2010/2011, avec cependant des pressions tarifaires qui continueront à peser sur les négociations commerciales.

SII entend poursuivre son développement sur l'ensemble de ses marchés aussi bien géographique que technologique.

Évènements postérieurs au 30 septembre 2010

Aucun évènement significatif.

Eric MATTEUCCI
Président du Directoire

COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/09/2010

Sommaire

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

2.1	État de la situation financière consolidée.....	9
2.2	État du résultat global consolidé	10
2.3	Tableau consolidé des flux de trésorerie	12
2.4	État des variations des capitaux propres consolidés	13
2.5	Référentiel comptable	14
2.6	Méthodes comptables significatives	15
2.6.1	Présentation des états financiers.....	15
2.6.2	Principes de consolidations.....	15
2.6.3	Information sectorielle	15
2.6.4	Conversion des états financiers des filiales étrangères.....	16
2.6.5	Immobilisations incorporelles.....	16
2.6.6	Immobilisations corporelles	16
2.6.7	Actifs financiers non courants.....	17
2.6.8	Actifs courants.....	17
2.6.9	Autres actifs courants.....	17
2.6.10	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	17
2.6.11	Capitaux propres.....	17
2.6.12	Emprunts et dettes financières.....	18
2.6.13	Provisions.....	18
2.6.14	Dettes d'exploitation	18
2.6.15	Autres passifs courants.....	18
2.6.16	Reconnaissance du chiffre d'affaires	19
2.6.17	Impôt sur le résultat	19
2.6.18	Résultat par action	20
2.7	Périmètre de consolidation	20
2.7.1	Liste des entreprises consolidées.....	20
2.7.2	Variations de périmètre.....	20
2.8	Immobilisations incorporelles	21
2.9	Écarts d'acquisition	21
2.10	Immobilisations corporelles	22
2.11	Autres actifs financiers non courants	22
2.12	Impôts différés actifs et passifs	23
2.13	Créances d'exploitation.....	23
2.14	Autres actifs courants	24
2.15	Trésorerie et équivalents de trésorerie	24
2.16	Capitaux émis et réserves.....	24
2.17	Emprunts et dettes financières	25
2.18	Provisions.....	26
2.19	Autres passifs non courants.....	26
2.20	Dettes d'exploitation	26
2.21	Autres passifs courants.....	27
2.22	Charge de personnel.....	27
2.23	Dotations aux amortissements.....	27
2.24	Dotations aux provisions.....	27
2.25	Autres produits d'exploitation.....	28
2.26	Autres charges d'exploitation	28

2.27	Résultat financier net.....	28
2.28	Charge d'impôt.....	29
2.29	Résultat par action.....	29
2.30	Information sectorielle	30
2.31	Engagements hors bilan	30
2.32	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice	31
2.33	Effectifs	31

2.1 État de la situation financière consolidée

ACTIF	Note	30/09/2010	31/03/2010
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	8-9	15 879	13 649
Immobilisations corporelles	10	4 837	4 491
Actifs financiers non courants	11	1 566	1 470
Impôts différés actifs	12	334	174
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		22 616	19 784
ACTIFS COURANTS			
Créances d'exploitation	13	68 176	68 068
Créances d'impôts		471	1 429
Autres actifs courants	14	2 356	2 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	20 530	22 498
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		91 533	94 434
TOTAL DE L'ACTIF		114 149	114 218

PASSIF	Note	30/09/2010	31/03/2010
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	16	40 000	40 000
Autres réserves		15 851	12 683
Titres en autocontrôle		(3 699)	(3 521)
Résultat de l'exercice		3 320	4 209
Capitaux propres - part du Groupe		55 472	53 371
Intérêts minoritaires		1 237	1 062
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		56 709	54 433
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	17	4 478	5 579
Provisions à long terme	18	2 240	2 514
Autres passifs non courants	19	1 519	2 513
Impôts différés passifs	12	4	229
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		8 241	10 835
PASSIFS COURANTS			
Dettes financières à court terme	17	2 780	2 102
Dettes d'exploitation	20	42 031	42 958
Provisions à court terme	18	628	34
Dettes d'impôts		76	
Autres passifs courants	21	3 684	3 856
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		49 199	48 950
TOTAL DU PASSIF		114 149	114 218

2.2 État du résultat global consolidé

Compte de résultat

	Note	30/09/2010	30/09/2009
Chiffre d'affaires	30	102 150	89 887
Achats consommés		(6 989)	(4 193)
Charges de personnel	22	(76 825)	(71 794)
Charges externes		(8 817)	(7 281)
Impôts et taxes		(2 336)	(2 400)
Dotations aux amortissements	23	(1 077)	(944)
Dotations aux provisions	24	(671)	(670)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis			
Autres produits d'exploitation	25	115	60
Autres charges d'exploitation	26	(39)	(48)
Résultat opérationnel		5 511	2 617
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	27	94	80
Coût de l'endettement financier brut	27	(403)	(275)
Coût de l'endettement financier net		(309)	(195)
Autres produits financiers	27	402	203
Autres charges financières	27	(78)	(132)
Charge d'impôt	28	(2 015)	(983)
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		3 511	1 510
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
Résultat net		3 511	1 510
Part du groupe		3 320	1 365
Intérêts minoritaires		191	145
Résultat net par action (en euros)	29	0,166	0,068
Résultat net dilué par action (en euros)	29	0,175	0,070

Autres éléments du résultat global

	30/09/2010	30/09/2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	3 511	1 510
Ecart de conversion	(30)	117
Résultat global reconnu en capitaux propres	(30)	117
Résultat global	3 481	1 627
Part du groupe	3 307	1 448
Intérêts minoritaires	174	179

2.3 Tableau consolidé des flux de trésorerie

	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2009
Résultat net consolidé	3 511	4 518	1 510
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 679	3 124	1 427
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	189	589	289
+/- Autres produits et charges calculés	(3)	(12)	(1)
+/- Plus et moins-values de cession	30	(1)	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	5 406	8 218	3 225
+ Coût de l'endettement financier net	309	599	195
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	2 015	2 611	983
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	7 730	11 428	4 403
- Impôts versés	(1 226)	(2 165)	(983)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité	(2 661)	3 752	1 089
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	3 843	13 015	4 509
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 874)	(3 599)	(1 516)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	13	11	3
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(312)	(1 925)	(649)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	223	1 690	420
+/- Incidence des variations de périmètre	(1 322)	(187)	(44)
+/- Variation des prêts et avances consentis		(22)	(69)
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	(3 272)	(4 032)	(1 855)
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	(595)	(1 979)	159
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(907)	(1 125)	(1 125)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 298	3 663	22 946
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(3 087)	(1 495)	(23 316)
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	(309)	(599)	(195)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	(2 600)	(1 535)	(1 531)
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	60	180	61
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	(1 969)	7 628	1 184
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	22 499	14 871	14 871
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	20 530	22 499	16 055

2.4 État des variations de capitaux propres consolidés

	Capital	Titres autodétenus	Réserves Consolidées	Résultat Consolidé	Total Part Groupe	Minoritaires	Total capitaux propres
Au 31/03/2009	40 000	(2 637)	5 868	8 173	51 404	599	52 003
Résultat net de la période				4 209	4 209	310	4 519
Autres éléments du résultat global			201		201	83	284
Résultat global			201	4 209	4 410	393	4 803
Affectation du résultat			8 173	(8 173)			
Paiements fondés sur des actions			589		589		589
Opérations sur titres autodétenus		(884)	(1 023)		(1 907)		(1 907)
Dividendes			(1 125)		(1 125)		(1 125)
Variation de périmètre						70	70
Au 31/03/2010	40 000	(3 521)	12 683	4 209	53 371	1 062	54 433
Résultat net de la période				3 320	3 320	191	3 511
Autres éléments du résultat global			(13)		(13)	(17)	(30)
Résultat global			(13)	3 320	3 307	174	3 481
Affectation du résultat			4 209	(4 209)			
Paiements fondés sur des actions			189		189		189
Opérations sur titres autodétenus		(178)	(299)		(477)		(477)
Dividendes			(907)		(907)		(907)
Variation de périmètre			(1)		(1)	4	3
Autres mouvements			(10)		(10)	(3)	(13)
Au 30/09/2010	40 000	(3 699)	15 851	3 320	55 472	1 237	56 709

2.5 Référentiel comptable

La société SII SA dont le siège social est situé au 65 rue de Bercy 75012 PARIS est cotée sur Euronext, compartiment C, sous le code ISIN FR0000074122.

L'activité de la société porte sur les services en informatique industrielle, les réseaux et télécommunications, les systèmes d'information, ainsi que sur l'informatique technique et scientifique.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 septembre 2010 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le groupe SII »).

Les états financiers consolidés semestriels du groupe SII au 30 septembre 2010 sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière, dites IFRS (International Financial Reporting Standards) adoptées par l'IASB (International Accounting Standards Board) en vigueur à cette date telles qu'adoptées par l'Union Européenne ; ainsi qu'aux interprétations des normes publiées par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 septembre 2010 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 mars 2010.

Les normes, interprétations et amendements suivants, sont appliqués pour la première fois à compter du 1er avril 2010 :

- IFRS 3 Révisée « Regroupements d'entreprises »,
- IAS 27 Révisée « Etats financiers consolidés et individuels »,
- Amendement à IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »,
- Amendement à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – éléments éligibles à la comptabilité de couverture »,
- Amélioration des IFRS « Annual improvements avril 2009 »,
- Amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie »,
- Amendement à IAS 32 « Classement des émissions de droits »,
- IFRIC 12 « Accords de concession de services »,
- IFRIC 15 « Accords de construction de biens immobiliers »,
- IFRIC 16 « Couvertures de l'investissement net dans une activité à l'étranger »,
- IFRIC 17 : « Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires »,
- IFRIC 18 : « Transferts d'actifs provenant de clients ».

Les principaux effets de la première application de ces normes, interprétations et amendements sont les suivants :

La norme IFRS 3 Révisée est d'application prospective et est donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 31 mars 2010. Au cours de la période, l'un des principaux changements dans le traitement des regroupements d'entreprises est la comptabilisation en charges des frais d'acquisition.

Le groupe SII n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations et amendements non obligatoires au 30 septembre 2010.

L'effet d'application de ces textes est en cours d'analyse par le Groupe.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière « IFRS » implique que le groupe SII doit procéder à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses susceptibles d'affecter le montant des actifs, des passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges de la période. Des changements de faits et circonstances peuvent conduire le groupe SII à d'éventuels changements d'estimations ultérieurs.

Traitement comptable de la CET

La loi de finances pour 2010 a supprimé l'assujettissement des entités fiscales à la taxe professionnelle et l'a remplacée par la CET (Contribution Économique Territoriale) qui se compose de deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives des seuls biens passibles de taxes foncières,
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises.

Le Groupe considère que ces deux charges sont de même nature et sont comptabilisées dans le résultat opérationnel courant en « impôts et taxes ». La CVAE s'élève à 1 046 K€ au titre de la période.

2.6 Méthodes comptables significatives

2.6.1 Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Conformément aux prescriptions IFRS, les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, et ceux ayant une maturité de moins de douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

2.6.2 Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques opérationnelles et financières d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les filiales dont le groupe SII détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe SII détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

2.6.3 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le Groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle basée sur les données internes de gestion utilisées par la Direction ; ceci afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Le groupe SII opère sur un seul secteur d'activité.

Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du Groupe sont établis selon le seul secteur géographique.

2.6.4 Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états des filiales étrangères hors de la zone Euro dont la monnaie de fonctionnement ne diffère pas de la monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture pour les postes bilantiels, sauf pour les capitaux propres, et le cours moyen mensuel de la période pour les postes de produits et de charges.

Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens mensuels sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

2.6.5 Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition dès lors que les avantages économiques futurs attribuables iront au groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur. Ainsi les fonds commerciaux de faible importance (dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 personnes) sont amortis sur la durée des contrats commerciaux repris.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle qui consiste à comparer leur valeur d'utilité et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Les tests annuels de valeur pour les fonds de commerce autres que ceux à durée d'utilité définie consistent à suivre l'évolution du chiffre d'affaires et l'évolution des effectifs observées sur le périmètre du fonds repris.

2.6.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont présentées au bilan en prenant le coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Mode	Amortissement	Durée
Matériel de transport	Linéaire		5 ans
Installations & agencements	Linéaire		10 ans
Matériel informatique	Linéaire		3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire		5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire		10 ans

▪ Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui, en substance, transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisées en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de matériel informatique.

En application de la norme IAS 17, ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers est inscrite au passif.

2.6.7 Actifs financiers non courants

Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, l'actif financier est déprécié si sa valeur comptable est inférieure à sa valeur recouvrable estimée.

Certaines créances pour lesquelles l'effet de l'actualisation est significatif sont comptabilisées à la valeur des flux de trésorerie actualisés au taux de marché.

2.6.8 Actifs courants

Les créances d'exploitation ont été évaluées à leur juste valeur. Elles n'ont pas fait l'objet d'une actualisation car elles ne présentent pas d'antériorité significative à plus d'un an.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de dépréciations des comptes clients, déterminées client par client voire créance par créance, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances telle qu'une contestation voire une défaillance ou un défaut de paiement à l'échéance.

2.6.9 Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont évalués à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation car ils ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

2.6.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité, dont la valeur n'est pas sujette à des variations significatives.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

2.6.11 Capitaux propres

▪ **Titres en autocontrôle**

En application de la norme IAS 32, tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

▪ **Paielements fondés sur des actions**

La norme IFRS 2 « paiements fondés sur des actions », publiée en février 2004, traite des transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en charge des avantages liés aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites conclus après le 7 novembre 2002. La valeur des options et actions est gelée à leur date d'attribution et ne fait l'objet d'aucune révision en cours de période d'acquisition des droits. Cette valeur est amortie selon la méthode linéaire au compte de résultat dans le poste « Charges de personnel » (la contrepartie étant une augmentation des capitaux propres).

La détermination de la juste valeur de ces options et actions à la date d'attribution a été effectuée en appliquant un modèle de type Black et Scholes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

2.6.12 Emprunts et dettes financières

Les emprunts correspondent en partie au financement des contrats de location.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance.

2.6.13 Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est inférieure ou égale à un an. Les provisions non courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est supérieure à un an.

▪ **Provisions pour indemnités de fin de carrière**

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au Personnel », la différence entre le montant du passif social concernant les indemnités de fin de carrière et les réserves existantes pour couvrir ce passif fait l'objet d'une provision.

L'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière a été réalisée à partir de la méthode par répartition des coûts au prorata de l'ancienneté. Elle tient compte des paramètres suivants :

- du montant des indemnités de fin de carrière futures estimées au départ en fin de carrière,
- la probabilité d'avoir à verser ces indemnités de fin de carrière (c'est à dire la probabilité de présence dans l'entreprise au moment du départ en retraite qui prend en compte les probabilités de décès et de démission/licenciement),
- le coefficient d'actualisation financière.

L'indemnité de fin de carrière au départ en retraite, actualisée et pondérée des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise à la date d'évaluation, est répartie uniformément sur la durée totale de service du salarié dans l'entreprise. La fraction qui correspond à la durée de service déjà effectuée à la date d'évaluation représente le montant de l'engagement de la société envers le salarié.

2.6.14 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur. Aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où elles ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

2.6.15 Autres passifs courants

Les autres passifs sont composés des autres dettes et des produits constatés d'avance. Ces derniers correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

2.6.16 Reconnaissance du chiffre d'affaires

▪ Prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation facturées au temps passé

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique créances d'exploitation,

- les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan à la rubrique « Autres passifs courants ».

▪ Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités suivantes :

- Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts restant à engager pour la réalisation complète, en tenant compte de la garantie le cas échéant. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.
- Les pourcentages d'avancement des projets sont déterminés selon les procédures qualité en vigueur dans le groupe. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet.

2.6.17 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

- L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
- Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

2.6.18 Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions et des actions gratuites attribuées, et diminué du nombre d'actions autodétenues.

2.7 Périmètre de consolidation

2.7.1 Liste des entreprises consolidées

Le périmètre de consolidation du groupe SII comprend 14 sociétés consolidées. La liste complète et les méthodes de consolidation y afférent, sont données ci-après :

Société	Siège social	N° Siret	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Méthode de consolidation
SII	65 rue de Bercy - 75012 PARIS	315 000 943		Société consolidante	IG
SII Sp.zoo	Ulica Puławska 14 - 02-512 VARSOVIE (Pologne)		70%	70%	IG
SII SRO	Sokolovská street 100/94 - 18000 PRAGUE 8 (République Tchèque)		100%	100%	IG
SII Belgium	273 avenue de Tervuren - B-1150 BRUXELLES (Belgique)		99%	99%	IG
SII Services Maroc	2 angle bd Anfa et rue Clos de Province - CASABLANCA (Maroc)		100%	100%	IG
SII Holding	39 bis avenue Eugène Lance - 1212 Grand Lancy - GENEVE (Suisse)		100%	100%	IG
SII Services SA	38 bis avenue Eugène Lance - 1212 Grand Lancy - GENEVE (Suisse)		100%	100%	IG
SII Luxembourg	52 rue de Koerich - L-8437 STEINFORT (Luxembourg)		100%	100%	IG
Aida Development GmbH	Karl-Kurz StraBe 36 - D-74523 SCHWABISCH HALL (Allemagne)		79%	79%	IG
Concatel	Av. Ports d'Europa 100 - 08040 BARCELONE (Espagne)		80%	80%	IG
Vanture Corporate Group	Av. Ports d'Europa 100 - 08040 BARCELONE (Espagne)		72%	72%	IG
Vanture ESS	Av. Ports d'Europa 100 - 08040 BARCELONE (Espagne)		48%	48%	IG
CVT Argentine	Piso 3, Oficina 2 avenue Colon 531 - 5500 MENDOZA (Argentine)		78%	78%	IG
CVT Roumanie	Boulevard Unirii no.45 - Bl.E3 - Sector 3 BUCAREST (Roumanie)		58%	58%	IG

2.7.2 Variations de périmètre

Acquisitions 2010/2011

Le 8 avril 2010, le Groupe SII a acquis 79% de la société allemande de services et de conseil en ingénierie AIDA Development GmbH. Cette acquisition a été entièrement réalisée en numéraire.

Les frais d'acquisition liés à cette croissance externe ont été enregistrés en charges sur la période.

2.8 Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Variations taux de change	Clôture
Écarts d'acquisition	9 114			1 380	177	10 671
Frais de recherche (1)	2 899	1 119				4 018
Concessions, brevets et droits similaires	1 146	116		357	2	1 621
Fonds commercial	2 025					2 025
Autres immobilisations incorporelles	2 817	7			(1)	2 823
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles						
TOTAL BRUT	18 001	1 242		1 737	178	21 158
Provisions	(1 069)	(154)				(1 223)
Amortissements	(3 283)	(430)		(343)		(4 056)
TOTAL NET	13 649	658		1 394	178	15 879

(1) Considérant l'intérêt futur pour son activité, le groupe Concatel active ses frais de recherche et développement.

Hormis les écarts d'acquisition dont le détail figure dans la note ci-dessous, SII ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont le montant unitaire serait significatif au regard de la position AMF du 9 janvier 2008 relative aux VaMPs.

Au 31 mars 2010, les tests de dépréciation ont été réalisés sur la base de modèle de flux de trésorerie actualisés. Les hypothèses retenues étaient les suivantes :

Hypothèses	Espagne	Suisse
Taux d'actualisation	11,0%	11,0%
Taux de croissance du chiffre d'affaires	dégressif de 15% à 2%	dégressif de 5% à 2%
Taux de marge	de 23% à 25%	de 20% à 25%
Taux de croissance des frais administratifs	dégressif de 9% à 2%	dégressif de 9% à 2%
Taux d'investissement	4% du chiffre d'affaires	1% du chiffre d'affaires
Taux de croissance de l'ebitda	2,0%	2,0%

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) liées à l'Espagne présentent des indices de perte de valeur au 30 septembre 2010. Cependant, considérant que la révision des tranches non échues du complément de prix intégré dans le calcul de l'écart d'acquisition de Concatel couvre une éventuelle perte de valeur, aucune dépréciation n'est comptabilisée au 30 septembre 2010.

2.9 Écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeur nette 31/03/2010	Acquisitions	Cessions	Dépréciations	Variations taux de change	Variations de périmètre	Valeur nette 30/09/2010
SII Services	2 376				177		2 553
Concatel	6 683						6 683
SII Belgique	55						55
Aida Development GmbH						1 380	1 380
TOTAL	9 114				177	1 380	10 671

Le contrat d'acquisition de la société Concatel prévoit une clause de révision de prix en fonction des résultats futurs des trois exercices suivant l'acquisition. Ce complément de prix a été intégré dans le calcul de l'écart d'acquisition pour son montant à verser selon un scénario d'activité futur estimé par les vendeurs.

2.10 Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	Clôture
Constructions	109				(3)		106
Installations techniques, matériel, outillage	29						29
Autres immobilisations corporelles	8 892	844	104	480	(5)	7	10 114
Autres immobilisations corporelles en location-financement	345	133	217				261
Avances et acomptes							-
TOTAL BRUT	9 375	977	321	480	(8)	7	10 510
Amortissements	(4 884)	(647)	(283)	(425)			(5 673)
TOTAL NET	4 491	330	38	55	8	7	4 837

La valeur brute des contrats de location financement activés est de 261 K€. La valeur nette est de 151 K€.

2.11 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Actualisation en juste valeur	Clôture
Titres de participation	139				139
Prêts	139	130	132		137
Autres immobilisations financières	1 192	147	90	41	1 290
TOTAL	1 470	277	222	41	1 566

Les actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non à des participations et des immobilisations financières diverses (dépôts et cautionnements, ...).

Les titres de participations correspondent notamment à des participations détenues par la société Vanture Corporate Group dans la société Doc6 SA.

2.12 Impôts différés actifs et passifs

Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Actifs		Passifs		Net	
	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2010	31/03/2010
Organic	72	24	-	-	72	24
Participation des salariés	298	99	-	-	298	99
Effort construction	104	33	-	-	104	33
Autres provisions non déductibles	3	1	-	-	3	1
Provision pour indemnités de fin de carrière	240	240	-	-	240	240
Retraitements contrats longue durée	2	9	-	-	2	9
Retraitements frais d'établissement	2	2	-	-	2	2
Actualisation dépôts de garantie	37	51	-	-	37	51
Actualisation earn out	-	-	20	29	(20)	(29)
Autres	168	169	-	-	168	169
Activation déficit reportable	-	4	-	-	-	4
Dépréciation intragroupes	-	-	184	128	(184)	(128)
Dépréciation des titres auto détenus	-	-	172	301	(172)	(301)
Provision pour plans de rachat d'actions	-	-	128	176	(128)	(176)
Actualisation provisions	-	-	14	13	(14)	(13)
Provisions réglementées	-	-	74	40	(74)	(40)
Couverture de taux de change	-	-	4	-	(4)	-
IMPÔTS DIFFÉRÉS CALCULÉS	926	632	596	687	330	(55)
Compensation par entités fiscales	(592)	(458)	(592)	(458)		
IMPÔTS DIFFÉRÉS APRES COMPENSATION	334	174	4	229	330	(55)

2.13 Créances d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2010	Net au 31/03/2010
Créances clients et comptes rattachés	67 444	415	67 029	67 385
Créances sociales	176	-	176	211
Créances fiscales (hors impôt courant)	971	-	971	472
TOTAL	68 591	415	68 176	68 068

2.14 Autres actifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut	Dépréciation	Net au 30/09/2010	Net au 31/03/2010
Avances et acomptes versés sur commandes	52	-	52	109
Charges constatées d'avance	1 524	-	1 524	1 995
Autres produits à recevoir	780	-	780	331
Autres créances		-		4
TOTAL	2 356	-	2 356	2 439

2.15 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant brut 30/09/2010	Montant brut 31/03/2010
Sicav de trésorerie	1 996	3 104
Disponibilités	18 534	19 394
TOTAL	20 530	22 498

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de parts d'OPCVM monétaires placées dans un horizon de gestion à court terme. Conformément à la norme IAS 32, elles sont valorisées à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant passées en résultat pour un montant nul au 30/09/2010.

2.16 Capitaux émis et réserves

- **Capital social**

Au 30 septembre 2010, le capital est composé de 20 000 000 actions ordinaires, de valeur nominale 2 € entièrement libérées et représentant 40 000 000 euros.

- **Titres en autocontrôle**

- **Contrat de liquidité**

	31/03/2010	Achat	Vente	30/09/2010
Titres	61 246	182 785	189 531	54 500
Espèces (K€)	175	-	-	204

- **Actions non affectées**

Au 30 septembre 2010, 787 881 actions auto-détenues sont réservées pour servir les différents plans.

➤ **Plans d'options d'achat**

	Plan 2005	Plan 2006
Date d'assemblée	23/09/2004	23/09/2004
Date du conseil d'administration	01/06/2005	01/06/2006
Nombre total d'actions pouvant être achetées	336 000	294 210
Point de départ d'exercice des options	01/06/2009	01/06/2010
Date d'expiration	31/05/2011	31/05/2012
Prix d'achat (en €)	5,29	6,57
Volatilité	40%	40%
Taux de dividende	0,7%	0,7%
Taux sans risque	2,6%	3,8%
Nombre d'actions achetées	336 000	294 210
Nombre cumulé d'options d'achat d'actions annulées ou caduques		
Options d'achat d'actions restantes en fin d'exercice	336 000	294 210
Charge totale (en €)	812 087	752 912
Charge sur exercice (en €)		

➤ **Plans d'attribution d'actions gratuites**

	Plan 2008	Plan 2009	Plan 2010
Date d'assemblée	21/09/2006	21/09/2006	17/09/2009
Date du conseil d'administration ou réunion du directoire	02/06/2008	02/06/2009	01/06/2010
Nombre total d'actions attribuées	66 079	96 769	60 902
Date d'attribution	02/06/2008	02/06/2009	01/06/2010
Fin d'acquisition des droits	01/06/2010	01/06/2011	31/05/2012
Prix de l'action (en €)	5,10	3,93	4,10
Taux de dividende	1,00%	1,55%	1,39%
Charge totale (en €)	322 735	488 645	235 435
Charge sur exercice (en €)	27 852	122 161	39 035

Au cours du premier semestre de l'exercice 2010/2011, 61 825 actions ont été livrées aux bénéficiaires du plan d'attribution d'actions gratuites de 2008.

2.17 Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	à moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 30/09/2010	Total au 31/03/2010
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 057	2 768	-	4 825	3 458
Dettes sur immobilisations en location-financement	47	109	-	156	110
Autres dettes financières diverses	29	1 601	-	1 630	2 578
Concours bancaires	647	-	-	647	1 535
TOTAL	2 780	4 478		7 258	7 681

2.18 Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ouverture	Dotations	Reprises		Actualisation en juste valeur	Autres mouvements	Variations de périmètre	Clôture
			Utilisées	Non utilisées				
Long terme								
- Risque social	374	242	30	84	(2)			500
- Risque commercial	23							23
- Ind. de fin de carrière	697							697
- Impôts	34					(34)		
- Autres charges	1 386	341		46		(661)		1 020
Sous Total	2 514	583	30	130	(2)	(695)		2 240
Court terme								
- Risque social								
- Garanties données	34	24						58
- Impôts								
- Autres charges						570		570
Sous Total	34	24				570		628
TOTAL	2 548	607	30	130	(2)	(125)		2 868

2.19 Autres passifs non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30/09/2010	Total au 31/03/2010
Autres dettes	1 519	2 513
TOTAL	1 519	2 513

2.20 Dettes d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30/09/2010	Total au 31/03/2010
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 686	3 540
Dettes sociales	23 022	23 977
Dettes fiscales (hors impôt courant)	14 323	15 441
TOTAL	42 031	42 958

2.21 Autres passifs courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total au 30/09/2010	Total au 31/03/2010
Produits constatés d'avance	1 758	2 113
Clients - avances et acomptes	230	765
Divers	1 696	978
TOTAL	3 684	3 856

2.22 Charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Salaires	53 630	50 550
Charges sociales	22 268	20 800
Participation des salariés	738	155
Paiements fondés sur des actions	189	289
TOTAL	76 825	71 794

Sous le libellé « Paiements fondés sur des actions » est comptabilisée la charge liée aux plans de stock options et d'attribution d'actions gratuites.

2.23 Dotations aux amortissements

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Amortissements immobilisations incorporelles	430	310
Amortissements immobilisations corporelles	611	602
Amortissements contrats de location-financement	36	32
TOTAL	1 077	944

2.24 Dotations aux provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Provisions sur immobilisations incorporelles	154	132
Provisions sur actifs circulants	40	104
Provisions pour litiges	158	68
Provisions pour garanties données aux clients	24	
Provisions pour risques clients		(15)
Provisions pour indemnités de fin de carrière		100
Provisions pour autres charges	295	281
TOTAL	671	670

2.25 Autres produits d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Produits des cessions des éléments d'actifs cédés	9	1
Régularisation charges sociales		31
Autres produits	106	28
TOTAL	115	60

2.26 Autres charges d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	(39)	
Autres charges		(48)
TOTAL	(39)	(48)

2.27 Résultat financier net

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	42	27
Plus-values sur cession de valeurs mobilières de placement	52	53
Intérêts et charges financiers	(398)	(270)
Charges financières dues au titre des contrats de location financement	(5)	(5)
Coût de l'endettement financier net	(309)	(195)
Gains de change	317	126
Effets de l'actualisation	59	58
Autres	26	19
Autres produits financiers	402	203
Pertes de change	(38)	(121)
Effets de l'actualisation	(40)	(8)
Autres		(3)
Autres charges financières	(78)	(132)
TOTAL	15	(124)

2.28 Charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Impôts exigibles	2 260	1 129
Impôts différés	(245)	(146)
TOTAL	2 015	983

Le rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010			Période 30/09/2009		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôts	5 526	34,43%	1 903	2 493	34,43%	858
Charges fiscalement non déductibles	236	34,43%	82	392	34,43%	135
Produits fiscalement non imposables	(244)	34,43%	(84)	(83)	34,43%	(29)
Abattement contribution sociale sur les bénéficiaires (3,3% sur le montant n'excédant pas 763 k€ d'IS)	(382)	3,30%	(13)	(382)	3,30%	(13)
Crédits d'impôts			(3)			
Différentiel de taux - France/Pologne-Tchéquie	1 004	-15,43%	(155)	780	-15,43%	(120)
Différentiel de taux - France/Suisse	321	-10,98%	(35)	(66)	-9,93%	6
Différentiel de taux - France/Espagne	27	0,57%		290	-4,43%	(13)
Différentiel de taux - France/Aida	60	-14,43%	(9)			
Autres	630	34,43%	217	114	34,43%	39
Déficits non activés	326	34,43%	112	350	34,43%	120
Charge d'impôt effective			2 015			983

2.29 Résultat par action

	Période 30/09/2010	Période 30/09/2009
Résultat net - part du groupe (k€)	3 320	1 365
Nombre d'actions ordinaires	20 000 000	20 000 000
Effet dilutif des stock-options et actions gratuites	787 881	784 790
Effet relatif de l'annulation des actions auto-détenues	(1 849 614)	(1 243 707)
Résultat net en euro par action (€)	0,166	0,068
Résultat net dilué en euro par action (€)	0,175	0,070

2.30 Information sectorielle

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période 30/09/2010		Période 30/09/2009	
	France	Hors France	France	Hors France
Chiffre d'affaires net	84 568	17 582	76 930	12 957
Amortissements des actifs	(513)	(564)	(572)	(372)
Résultat opérationnel	4 091	1 420	1 912	705
Coût de l'endettement financier net	66	(375)	68	(263)
Autres produits financiers	60	342	57	146
Autres charges financières	(43)	(35)	(8)	(124)
Impôt sur les résultats	(1 719)	(296)	(763)	(220)
Résultat net	2 553	958	1 330	180
Part du groupe	2 553	767	1 330	35
Intérêts minoritaires	0	191	0	145

2.31 Engagements hors bilan

- Engagements donnés

- - Droit individuel à la formation

Le droit individuel à la formation représente 110 392 heures dues au 30 septembre 2010.

- - Divers contrats de location longue durée

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant hors bilan 30/09/2010	Paiements dus par période		
		à moins d'un an	de un à cinq ans	à plus de cinq ans
- Véhicules	1 036	547	489	-
- Matériel	245	78	167	-
- Locaux	10 029	1 676	6 193	2 160
TOTAL	11 310	2 301	6 849	2 160

- - Cautionnements, avals et garanties

Sans objet à la connaissance de la société.

- - Nantissement d'actions de l'émetteur au nominatif pur

Sans objet à la connaissance de la société.

- - Nantissement d'actifs de l'émetteur

Pas d'engagement assorti de sûreté réelle sur tous types d'investissements (corporel, incorporel ou financier).

2.32 Événements postérieurs à la clôture de la période

Néant

2.33 Effectif

	30/09/2010	31/03/2010	30/09/2009
France	2 356	2 300	2 300
Pologne	193	147	138
République Tchèque	24	19	12
Belgique	8	8	9
Maroc	14	6	3
Luxembourg	2	2	2
Suisse	32	32	34
Concatel	366	339	327
Allemagne	40		
TOTAL	3 035	2 853	2 825

SALUSTRO-REYDEL
Membre de KPMG International
1, cours Valmy
92923 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

C.E.E.C.A.
112, avenue Kléber
75784 PARIS CEDEX 16

Société pour l'Informatique Industrielle – S.A. – S.I.I.

Siège social : 65, rue de Bercy – 75012 PARIS
Capital social : €. 40 000 000

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société S.I.I., relatifs à la période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Levallois-Perret et Paris, le 21 décembre 2010

Les commissaires aux comptes

SALUSTRO-REYDEL
Membre de KPMG International

C.E.E.C.A.

Jean-Claude Reydel
Associée

Bruno Le Mentec
Associé

ATTESTION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 21 décembre 2010

Eric MATTEUCCI
Président du Directoire